D 63 BRESIL: DECLARATION DE L'ASSOCIATION DES ELEVEURS D'AMAZONIE

(Intertitres de DIAL)

L'Association des Eleveurs d'Amazonie a été fondée dans le but de réunir les sociétés d'élevage des différentes régions du pays qui, sensibles aux appels du Gouvernement Fédéral, se proposent de promouvoir l'implantation de projets d'élevage de bovins dans l'immense forêt inhabitée d'Amazonie. Elle offre à ses membres un service d'échange constant d'informations et un appui mutuel dans les solutions à apporter aux innombrables problèmes communs qui se posent concernant le milieu physique, les maladies et les difficultés régionales dûes à l'absence d'infrastructures de transport, de communication et de santé, sans compter les difficultés peu à peu surmontées grâce aux efforts des sociétés et à l'appui attendu du Gouvernement dans des régions si difficiles à atteindre en raison de leur éloignement et de leur étendue.

Des foyers d'agitation

Les éleveurs ne comptaient cependant pas sur le fait que s'installeraient en Amazonie, spécialement dans la région du Fleuve Araguaia, des foyers d'agitation organisés par des groupes insatisfaits de la pénétration de l'Amazonie et de la flambée de développement qui mobilise actuellement les énergies de la Nation.

Quand la réalisation de projets-pilotes commença en 1967, on découvrit tout à coup les agissements d'un prêtre français, le P. François-Jacques Jentel. Grâce aux techniques d'agitation qu'il connaît bien, il déploya ses activités en commençant à inciter à la révolte des gens du peuple qui, autrement, n'auraient eu aucun problème d'accession définitive à la propriété de la terre par l'intermédiaire des sociétés d'élevage; l'intérêt de ces dernières est dans la tranquillité sociale, ainsi que dans la dignité croissante de travailleurs et d'hommes qu'elles trouvent en Amazonie dans une situation de dispersion et d'abandon.

Ensuite, avec la collaboration du P. Henri Jacquemart, le P. François Jentel souleva le problème de l'esclavage blanc pour déclencher une grande campagne d'opinion publique dans les journaux du Brésil et dans ceux de plusieurs autres pays.

En brandissant le problème des petits cultivateurs ("posseiros"), celui des indiens ou celui de l'esclavage blanc, ces prêtres entretiennent un climat permanent de révolte et organisent des réunions de conscientisation qui conduisent à des antagonismes irréfléchis entre les habitants de la région et à des crimes comme l'invasion et la déprédation de la propriété d'autrui.

Consacré quelque temps plus tard évêque de São Félix do Araguaia, Dom Pedro Casaldáliga reçut la collaboration de plusieurs prêtres et de quelques professeurs de l'enseignement secondaire. Consciemment ou non, mené ou non par des prêtres qui l'avaient précédé dans la région, Dom Pedro Casaldáliga se mit avec son autorité d'évêque à diriger les étranges activités de prêtres et de laïcs confiés à sa charge, au lieu de les aider dans leur travail sacerdotal.

L'acte de consécration de Dom Pedro Casaldáliga fut accompagné de la publication sous sa signature de l'opuscule "Une Eglise d'Amazonie en conflit

avec les grands propriétaires et aux prises avec la marginalisation des habitants". Ce travail fit l'objet de l'examen de l'Association; elle jugea qu'il lui était impossible d'y répondre, étant donné le niveau auquel les problèmes soulevés étaient abordés et en raison des distorsions et des contre-vérités qu'il contenait. L'Association se procura autant d'exemplaires qu'il était possible d'en obtenir, et elle les fit parvenir pour examen aux autorités et à des personnes de bon-sens et de discernement. C'est tout ce que fit et pouvait faire l'Association.

Le P. François Jentel vit d'abord s'amplifier son activité. Les invasions et les déprédations de propriétés se multiplièrent, mais cette fois conformément aux instructions directes de l'évêque. Les actions étaient toujours précédées de réunions de conscientisation organisées à São Félix, à Serra Nova, à Porto Alegre, à Santa Teresinha, à Pontenópolis, etc.

La calomnie et la diffamation du Gouvernement brésilien auprès de l'opinion internationale a toujours été la préoccupation des ennemis de l'ordre constitué. La presse étrangère a ainsi publié dans des buts très précis de nombreuses informations dont le contenu avait été complètement faussé. L - puscule de Dom Pedro Casaldáliga est sans doute davantage connu en dehors du Brésil, grâce aux traductions déjà faites en langues étrangères. Il faut également tenir compte du travail de sensibilisation des autorités fourni par des prêtres autour de thèmes exploités, en première analyse, dans le sens de la défense des petites gens contre des groupes puissants, lesquels ne sont ni plus ni moins que des éleveurs qui s'organisent pour promouvoir l'implantation de projets approuvés par la Surintendance pour le Développement de l'Amazonie (SUDAM) et régulièrement contrôlés. Les hautes autorités fédérales et celles des Etats amazoniens sont actuellement suffisamment informés du problème pour ne pas se laisser illusionner.

Les événemnts de mars

Au cours des trois derniers mois, les éleveurs qui ont leurs exploitations dans une région correspondant à la prélature de São Félix où l'évêque-prélat ainsi que les prêtres français et espagnols sont secondés dans leurs entreprises par des laïcs recrutés dans les milieux urbains de São Paulo, les éleveurs, disions-nous, ont noté une intensification des activités de ces personnes par des contacts multipliés et des réunions organisées avec les h bitants des hameaux et même avec des gens qui habitent dans des régions les plus distantes, près d'une rivière ou sur le flanc de la montagne. L'arrivée de nouveaux éléments laïcs recrutés dans les milieux urbains de São Paulo a renforcé davantage encore ces activités de conscientisation.

Des dénonciations sur un trafic d'armes automatiques et sur l'existence de caches, en particulier à Santa Teresinha et à Terra Nova, laissent entendre qu'au cours des prochains mois d'avril et mai, au moment de l'intensification du travail saisonnier, une nouvelle campagne serait lancée contre les projets d'élevage de bovins. Il y aurait cette fois des violences et probablement des victimes parmi les petits cultivateurs et les ouvriers agricoles, ce qui permettrait de déclencher ensuite une campagne publicitaire d'opinion publique.

C'est avec l'esprit préoccupé par de telles informations que les éleveurs assistèrent au départ de Dom Pedro Casaldáliga du siège de la prélature et à son arrivée au village de Santa Teresinha où il resta au moins vingt jours; il y régnait alors la plus grande tranquillité et l'intégration des petits cultivateurs se faisait conformément aux interventions de l'INCRA qui avait demandé et obtenu la cession de terres en vue de l'installation d'habitants dispersés dans la région.

Aussitôt après, et par suite de la présence de l'évêque, plusieurs paysans commencèrent à envahir les terrains et les rues d'un lotissement approuvé par une loi municipale, afin d'y construire un dispensaire qui se trouverait ainsi à mille mètres d'un hopital de quatre-vingt lits pourvu d'un médecin à demeure. Devant un tel manque de respect à la propriété, le problème fut porté à la connaissance des autorités judiciaires et policières.

La Police Militaire du Mato Grosso dépêcha le capitaine Evangelista avec un détachement de soldats pour assurer la police de Santa Teresinha et enquêter sur ce qu'il y avait de vrai à propos des caches d'armes. C'est dans ces conditions qu'eut lieu la première action de guérilla contre la Police Militaire du Mato Grosso. Le capitaine sans son détachement, le gérant d'une société et quelques ouvriers agricoles ("péons") désarmés furent soudainement soumis au feu intense de petites gens dûment incitées à la révolte et armées par les agissements de ceux qui ne veulent pas conjuguer leurs efforts pour régler les difficiles problèmes qui surgissent dans la routine du travail des chantiers-pilotes. Ils veulent au contraire créer la confusion en déformant les faits et en déclenchant la guérilla là où ils croient que l'action des autorités constituées ne peut se faire sentir pour assurer la nécessaire discipline. Mais l'action du Gouvernement du Mato Grosso se fit sentir de façon incisive et prudente pour vérifier les faits qui se sont produits tant à Santa Teresinha que dans toute la région de l'Araguaia, et pour que puisse être rétabli le climat nécessaire à l'ordre social.

## Sécurité et développement

L'Association des Eleveurs d'Amazonie suit avec beaucoup d'attention le déroulement des événements depuis leur origine.

Ainsi qu'il est de son devoir, elle s'est adressée aux autorités civiles et militaires responsables du maintien de la tranquillité sociale.

Toutes les initiatives qu'elle a prises, y compris le dialogue avec le clergé de la région, l'ont été dans le sens de la recherche de solutions prudentes qui peuvent être trouvées quand il y a identité d'objectifs par rapport aux hautes destinées du Pays.

L'Association utilise pour la première fois les colonnes des journaux en raison de la gravité des faits qui se sont déroulés à Santa Teresinha et qui, en réalité, n'impliquent pas seulement une société d'élevage, mais qui revètent également toutes les caractéristiques d'un acte de violence pratiqué en présence et contre des représentants du Gouvernement. Partis en Amazonie avec le poids de leur expérience, les éleveurs du Pays sont vivement préoccupés. Ils ont littéralement ouvert des clairières dans la jungle, construit des routes d'accès, créé des pâturages, construit des maisons d'habitation, établis des points de ravitaillement et des terrains d'aviation tout au long d'une audacieuse pénétration dans des nouvelles terres qu'il faut occuper. Dans leurs activités, surtout dans les terres vierges, les éleveurs ont besoin de conditions élémentaires de sécurité pour promouvoir le développement.

Il est absolument nécessaire que le développement, spécialement sur les fronts avancés, soit accompagné de mesures de sécurité claires et non-équivoques, si l'on ne veut pas assister au recul ou aux hésitations des sociétés d'élevage, ce qui aurait pour conséquence d'empêcher l'exécution de la grande oeuvre de l'occupation de l'Amazonie.

Ce serait une erreur de croire que l'Association, ou l'une quelconque des sociétés, fait preuve d'un manque de dispositions envers le clergé. Il n'en est rien. Les éleveurs ont rencontré, en dehors de la prélature de São Félix, des prêtres de différentes congrégations avec lesquels ils partagent les mêmes points de vue et conjuguent leurs efforts en vue de régler les problèmes pratiques, ce dont bénéficient les populations urbaines et rurales. On peut affirmer que la totalité des prêtres fait preuve de grande compréhension et de collaboration envers la tâche que le Gouvernement a fixée aux sociétés qui travaillent en Amazonie. A Cuiabá, le P. Pedro Comitti, coordinateur du Mouvement Brésilien d'Alphabétisation (MOBRAL), est l'exemple édifiant des bonnes dispositions de l'Eglise envers les sociétés qui se développent grâce aux prêts de la Surintendance pour le Développement de l'Amazonie (SUDAM).

Il convient enfin de souligner ce passage de la lettre que Son Eminence l'Archevêque de Cuiabá, Dom Orlando Chaves, a récemment adressée à l'Association des Eleveurs d'Amazonie: "La promotion morale, spirituelle, intellectuelle et matérielle de l'homme, telle que vous avez commencé à l'entreprendre, est la plus sûre garantie de succès".

São Paulo, le 8 mars 1972

(Traduction DIAL - Droits réservés
pour la traduction française)